

## Motion section CNU 70

Vendredi 12 février 2021, le quotidien *Le Figaro* titrait à sa une « Comment l'islamo-gauchisme gangrène nos universités », puis, le dimanche 14 février 2021, sur la chaîne de télévision *CNews*, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a repris à son compte ces propos tout en demandant une enquête au CNRS afin de distinguer « les recherches académiques » de celles qui relèveraient « du militantisme ». La ministre a réitéré sa demande le mardi 16 février 2021 à l'Assemblée nationale : « je vais demander à ce que [nous] ayons un travail d'analyse des courants qui traversent nos établissements ».

En tenant ces propos, Frédérique Vidal s'approprie et relaie des déclarations véhiculées depuis plusieurs mois à l'encontre des universités et des universitaires. En sollicitant le CNRS, un organisme scientifique, pour conduire une mission de police sur des critères qui échappent totalement à la science, c'est la fonction même des universités et du débat scientifique qui est stigmatisée et les sciences sociales apparaissent particulièrement visées.

Plus que jamais, afin d'éclairer les enjeux contemporains, la place du savoir scientifique doit être affirmée, les universités et les universitaires soutenus. Les sciences de l'éducation et de la formation, par leur pluralité d'approches, participent à nourrir les débats sur des domaines aussi fondamentaux que l'éducation et la formation sans tendre vers une simplification à laquelle le pouvoir voudrait parfois les contraindre.

La section 70 du CNU déplore fermement les prises de position de la ministre Frédérique Vidal qui ne relèvent nullement de fondements scientifiques et réaffirme son ambition de défendre les libertés académiques et le travail scientifique visant à comprendre notre société dans toute sa complexité.

Le 22 février 2021